

Enl...

les jacobins de Gironde CCI :

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
3 novembre 2011
n° 2201
1,30 €

**Pierre
Hazan**

**Nous avons appelé
ETA
à cesser
l'action armée**





Le moteur de la nouvelle phase

PLACE donc à la politique. La fin du volet militaire et clandestin du conflit national que connaît Euskal Herria depuis le XIX^e siècle, suscite une vague d'espoir sans précédent dans la société. L'impasse suicidaire dans laquelle l'organisation armée s'était engagée depuis plus de dix ans est enfin abandonnée. Pour le bien de tous les abertzale, et comme certains partis politiques de sa propre famille le lui demandaient depuis des années, ETA passe la main. Pour de bon. Le conflit entre enfin dans une nouvelle phase.

À qui profitera le plus cette décision historique? Sans se prétendre devin, il paraît évident que la toute nouvelle coalition de la gauche abertzale réconciliée Amaiur en soit la première bénéficiaire. Ce ne sont pas moins de 4 voire 5 sièges aux Cortes de Madrid qui lui sont promis selon les derniers sondages... du jamais vu. La gauche abertzale est au coude-à-coude avec un PNV sonné, à qui les sondages attribuent 5 à 6 sièges. Le tsunami Bildu serait donc suivi d'une réplique toute aussi puissante, plus forte même, ce 20 novembre 2011.

Espérons de tout notre cœur que cela arrive. Que les choix opérés par les leaders politiques de l'ex-Batasuna trouvent là leur accomplissement, laissant sans regrets et sans argument les hésitants et les irréductibles de l'option militaire. Car un triomphe électoral sera un poids de plus à mettre dans la balance des négociations avec un pouvoir espagnol sans doute conservateur et peu enclin à des concessions vis-à-vis des revendications basques.

Les résultats du 20 seront enfin un test grandeur nature de ce qui peut attendre Hego Euskal Herria pour les élections autonomiques de 2013. Amaiur pourrait-elle devenir la première force politique, devant le PNV? Pourrait-elle être en mesure de gouverner? Comment réagira le PNV en cas de défaite? Est-il prêt à s'engager dans une stratégie nationale forte, dans une confrontation politique ma-

jeure avec le gouvernement central de Madrid?

Une chose est certaine, que seule la mauvaise foi de certains organes de presse espagnols refuse de prendre en compte, le conflit en Pays Basque n'est toujours pas réglé et le retrait d'ETA de la scène politico-médiatique ne le résout pas. Au contraire, il lui donne une visibilité plus grande qui lui faisait défaut depuis longtemps. Comment l'Espagne pourra-t-elle occulter cette expression nationale basque majoritaire en Hegoalde? Comment, sans l'excuse ETA et l'écran de fumée de la lutte contre le terrorisme, justifier la négation, l'absence de réponse à un sentiment porté par une majorité écrasante des citoyens basques?

La question basque prend évidemment de nouvelles couleurs en Hegoalde. La longue marche vers la souveraineté est réenclenchée, après des années d'errements dans un tunnel sans issue. Mais elle n'a pas le même rythme dans tous les territoires basques. Si la Navarre, pleine de surprises, peut laisser espérer une belle progression des forces abertzale, provoquant déjà la nervosité de plusieurs cadres de la droite régionaliste conservatrice, il n'en va pas de même en Iparralde où, malgré quelques succès indubitables, le sentiment abertzale demeure minoritaire et les résultats électoraux de la coalition EH Bai, précurseur de Bildu et d'Amaiur, sans grande dynamique. Pourtant, ici non plus, rien n'est perdu. Aux abertzale d'Ipar Euskal Herria de trouver la formule qui convient le mieux aux aspirations des citoyens de leur territoire. Les succès du Sud peuvent gonfler le moral du Nord. En aucun cas transformer les votes. C'est donc avec l'adage «*penser Euskal Herri, agir Iparralde*» fondé sur la stratégie de «*processus différencié et asymétrique*» porté par AB dès 2002 qu'il faut envisager l'avenir ici. Mais que l'on soit d'un côté ou de l'autre de la Bidassoa, c'est bien la gauche abertzale, dans toute sa diversité, qui est devenue le moteur de la phase qui s'ouvre.

Lurralde elkargoa orain !

2002an, Iparraldeko bizi kultural, politiko eta sozialeko hainbat aktore bildu ziren Batera plataforma sortzeko eta 4 aldarrikapen zehatzen konduan hartzea bai eta ere gauzatzea galdatzeko: euskararen ko-ofizialtasuna, berezko unibertsitate baten sortzea, Euskal Herriko Laborantza Ganbararen sortzea eta Lurralde Elkargo baten sortzea.

Aldarrikapen horiek, adostasun orokor baten ondorioak ziren, Euskal Herriko jendarte zibilak bultzatzen zituen eta hautetsi eta jendartearen gehiengoan ere onartuak ziren.

Garaian, Bateraren izenpetzaileek mobilizazioak garatuak izanen zirela aldarrikapen horien gauzatzea lortu arte azpimarratu zuten.

Kasik 10 urte mobilizazio eta gero (2003ko 7.000 eta 9.000 jendeko manifestaldiak, 2005an EHLGren sortzea, 2006-2008ko 36.000 izenpetze erreferenduma baten alde, 2010an 35.000 hautesleren parte hartzea Ipar Euskal Herriko Lurralde Elkargo baten sortzeari buruzko kontsultan) Bateraren azken biltzar nagusian erabakia hartu da fase berri baten idekitzerat 2014ko Ipar Euskal Herriak Lurralde Elkargo bat ukan dezan.

Hortarako aurreikusiak dira Ipar Euskal Herriko Lurralde Elkargoaren sortzeari buruzko jendartearen kontsulta bat 2012ko urte bukaerarentzat. Kontsulta horren ondorioen arabera (gehiengo ados, bozkalierren %25aren parte hart-

zearekin guttienez), 2013an, lurralde elkargoaren sortzearentzat lege eta araudi osagarriak plantan emanak izanen dira. 2014an Ipar Euskal Herriko Lurralde elkargo berriaren lurralde kontseilarien bozkak antolatutak izanen direlarik.

Batera plataformak proposamen hori aurkeztuko du frantse podereei, Iparraldeko aktore politiko ezberdinei, Garapen eta Hautetsien kontseiluari. Azkenik Kontseilu Orokorrari bai eta Eskualde Kontseiluari beren iritziz eta sostenguak galdeginak izanen dira.

Epe laburrean, badugu denek desmartxa orokor horretan pausu berri baten emaiteko parada. Hots Herri Elkargo baten gaia plaza publikoan berriz ezartzeko aukera Batera-ren herriar foroak antolatuz eta ahal bezain bat jende mobilizatuz azaroaren 18 eta 19an Iparralde osoan. Foro horien helburua da 2012ko hauteskunde urtean «*Herri Elkargoa*»-ren gaia, hots Iparraldearen Institutuzio galdea, berriz plazaratua, agerian emana eta entzuna izan dadin! «*Herritar eztabaida guneak edo foroak*» antolatuz «*Guretzat zer da Herri Elkargo bat?*» edo «*Zer galtzekotan dugu erreforma berriarekin?*» bezalako galdeei buruz ahal bezain bat jende, hautetsi, etabarrekin gogoeatzeko parada ukanen dugu. Foro guzi horiek 2012ko martxo hastapeneko Bateraren mobilizazio egunari buruz sentsibilizatzekeo parada izanen direlarik.

Goazen denak Batera!



CCI, les jacobins de Gironde

● Pantxo Bimboire

PRÉCAUTION préliminaire: cher lecteur, vous pardonnerez sans doute cet article un peu technique mais non dénué de conséquences dans l'équilibre du pouvoir entre Etat, région et territoires, et quelque peu symptomatique de la vision gouvernementale sur la décentralisation.

L'origine du problème: c'est une conséquence indirecte de la réforme territoriale qui transfère à la CCIT (territoriale) la perception des taxes sur les entreprises source partielle des financements de leurs actions. La CCIR (régionale) percevant la ressource totale, elle doit assurer, après ponctions des ressources de la CCI Nationale et de ses propres ressources, la répartition de ces dernières à chaque CCIT... vaste sujet! Avant cette réforme chaque CCIT assumait elle-même ce recouvrement.

Le contexte historique: les CCIT sont au nombre de 7: Lot et Garonne, Bordeaux, Libourne, Landes, Dordogne puis, Bayonne Pays Basque et Pau Béarn. Elles se différencient nettement par le poids économique de leur territoire apprécié par les statistiques tous les ans. Mais elles se différencient aussi par le dynamisme de leurs actions et initiatives (et les ressources extérieures qu'elles mettaient en place par des conventions partenariales Etat, région, département). Dans les deux bouts du spectre: la CCI des Landes (moyennement dynamique) avec un tissu de grosses entreprises (peu désireuses d'action spécifique, ayant déjà leurs propres services en interne) fonctionnait avec un budget faible, un faible effectif, alors que celle de Bayonne Pays Basque disposait de moyens plus importants pour coller à la réalité du tissu de son territoire (plus marqué PME PMI et plus en demande). Ce contexte historique révélait en 2011 des budgets, par suite, très différents, hors l'effort budgétaire RGPP (révision générale des politiques publiques), applicable indifféremment à toutes.

Le débat de fond: il se concentre sur la clé de répartition des budgets. Devait-on pour 2012 prendre la répartition donnée par les budgets de l'année 2011 (c'est-à-dire partir du constat de la bonne adéquation antérieure, en respectant le poids historique) ou initialiser une autre piste?

Les décisions consensuelles au sein du bureau de la CCIR: il a été décidé, sagement, de ne statuer que sur la répartition de l'année 2012. En effet, les bases de la taxation sur les entreprises sont en pleine modification suite à la suppression de la taxe professionnelle (voir un article *Enbata* précédent). Alors que la taxe issue de la valeur ajoutée est relativement aisée à calculer, celle relative à la réévaluation foncière de l'entreprise peut révéler des surprises et sera applicable plus tard... Une autre décision prise est d'aider la CCI des Landes qui a un budget faible même si les élus landais sont responsables historiquement de leurs budgets (cette décision est issue d'un principe de solidarité entre les CCIT).

Une orientation qui a posé problème dans ce même bureau: il a été décidé par application de la règle majoritaire, d'introduire une variable proportionnelle de 10%, fonction de la ressource fiscale du territoire. Cette règle pénalise fortement les CCIT à fort



budget comparativement à la puissance économique de leur territoire. Par cette nouveauté, le territoire économiquement faible subit une «double peine», puisque les budgets de fonctionnement de sa CCI seront revus à la baisse. Il avait, pourtant, paru légitime, à ce même bureau, de faire une discrimination positive, vis-à-vis de la CCIT des Landes... Comme par hasard, c'est la CCIT de Bordeaux (dont la taille représente en budget plus de 40% du budget total des CCIT d'Aquitaine qui à l'initiative de cette orientation. Il est vrai qu'elle n'a rien à perdre dans l'application de cette règle.

Le piège de la décision souveraine de l'assemblée plénière: le texte du règlement intérieur était voté, le lendemain du bureau. Il prévoyait que les questions de budget soient votées à la simple majorité. Il suffisait à la CCI de Bordeaux de convaincre une seule CCIT pour emporter la décision. En effet, et cela ne semble pas très démocratique, plus le budget est élevé, plus la CCIT est représentée par ses élus régionaux. Ici encore, on peut se rendre compte de l'influence centralisatrice des textes officiels (il eut été possible d'introduire une certaine dose de décentralisation au niveau des prises de décision: correction du nombre d'élus, ou vote aux deux tiers pour les décisions stratégiques, etc.). Règlements et répartitions sont votées. Le Pays Basque et le Béarn sont les grands perdants parmi d'autres CCIT (Lot et Garonne, Libourne, Dordogne). Seuls le Béarn et le Pays Basque se sont démarqués par leurs protestations.

La suite: Bien que ce mode de répartition défavorable au «petit», comme on l'a vu, ne soit valable que sur un an, 2012, il est à craindre que cette inégalité soit reprise plus tard. Mais il est aussi à craindre que la CCIR dont l'effectif et les missions sont faibles encore ne prenne une trop grande importance, sous couvert d'homogénéité entre les territoires, sous le grand principe de l'égalité, les spécificités risquent d'être gommées comme l'énergie et l'enthousiasme de ce territoire Pays Basque «calmées». Actuellement, sont en marche la centralisation des missions suivantes: International, gestion personnel et relations humaines, système d'information... mais on évoque aussi une partie de l'appui aux entreprises, etc.

Chambre des métiers et chambre d'agriculture: Le rouleau compresseur est en marche. Nous n'avons malheureusement pas d'information sur le sujet, mais sans doute assistera-t-on au même scénario, sauf que dans ce cas-là, c'est Pau qui est au front puisque le territoire Pays Basque est une notion plus floue dans le département.



CETTE SEMAINE TARTARO S'EST ÉTONNÉ

●●● et réjouit du vote largement positif (107 voix pour, 14 contre et 52 abstentions) de l'entrée de la Palestine à l'UNESCO. Serait-ce de bonne augure pour son adhésion à l'ONU? A moins qu'Obama et ses rabins de Washington ne leur coupent... l'élan.

●●● et réjouit que la justice argentine ait condamné l'ange de la mort, Alfredo Astiz, ancien officier de marine à la perpétuité pour crimes commis sous la dictature des généraux de 1976 à 1983... Les emplois fictifs de Chirac, qui ne sera pas jugé, datent de la même époque.

●●● et réjouit que la quasi-totalité des députés de l'UMP aient refusé la réduction de 50% des indemnités journalières des salariés en arrêt maladie qui devait rapporter 220 millions au budget de la Sécu. Si souvent absents bien qu'en bonne santé ils ont eu honte.

●●● que malgré l'opposition de tous les maires riverains, soucieux de ne pas connaître un jour une catastrophe type AZF, le préfet autorise le transfert par le port de Bayonne du nitrate d'ammonium de l'entreprise Yara de Lacq. En France, le pouvoir et ses représentants aiment gouverner dangeureusement.

●●● et réjouit du petit harcèlement des abertzale écolos de Bizi envers le maire de Biarritz, à l'occasion du Salon de l'automobile à la halle d'Iraty, décorée de banderoles "Aucune piste cyclable à Biarritz". Veulent-ils soumettre le vaste troisième âge biarrot à un test à l'effort?

●●● et inquiet de la potentielle épidémie d'oreillons qui frappe les rygbymen de Biarritz, nous privant ainsi du 100° derby basque avec le voisin bayonnais. Affaire sérieuse car on a besoin d'une forte natalité pour perpétuer le maniement du ballon ovale.



Fin de l'action

Un témoin direct de la sortie du conflit

Pierre Hazan, membre du Groupe international de contact, acteur de l'organisation de l'adieu aux armes d'ETA écrit un article paru dans Le Monde du 29 octobre.

Les intertitres sont d'Enbata.

ENFIN! Trois jours après la conférence de la paix sur le conflit basque que nous avons organisée à Saint-Sébastien le 17 octobre, l'organisation séparatiste ETA annonçait l'abandon définitif de la lutte armée. Le dernier conflit d'Europe occidentale se terminait ainsi par un communiqué, après quatre décennies de violence et un millier de morts. Retour sur une discrète dynamique de paix, à laquelle j'ai eu le privilège de participer au sein du groupe international de contact (GIC).

La paix se fait avec ses ennemis, en dépit du sang versé. C'est cette évidence, si difficile à accepter, que Jonathan Powell, ex-chef de cabinet de Tony Blair et son négociateur avec l'IRA, tentait de faire passer à Saint-Sébastien. "L'IRA a tenté d'assassiner mon père et il en a réchappé d'extrême justesse, a-t-il dit. Mon frère a figuré pendant huit ans sur la liste des gens à abattre. Lorsque, durant les négociations, j'ai rencontré pour la première fois le président du Sinn-Féin, Jerry Adams, j'ai refusé de lui serrer la main. Aujourd'hui, je le regrette". Que ces mots soient prononcés par le négociateur de Londres n'était pas indifférent dans le contexte basque, tant les deux conflits ont souvent été perçus comme "frères", avec des revendications nationalistes, des décennies de violence et tant de vies brisées ou mutilées à jamais.



Pierre Hazan

Nous étions là pour appeler ETA à cesser la lutte armée

À l'annonce de la conférence de paix du 17 octobre à Saint-Sébastien, une partie de la classe politique espagnole se déchaîna contre nous. Le leader de l'opposition, Mariano Rajoy, fit preuve de responsabilité, observant un prudent mutisme, mais l'ex-premier ministre Aznar dénonça l'"équivalence morale" que, soi-disant, nous établissions entre terroristes et démocrates. Critique infondée: nous n'étions pas là pour donner des gages de légitimité mais pour appeler l'ETA à cesser la lutte armée, et Madrid et Paris à répondre positivement. C'est ce même message qu'ont porté, le 17 octobre, des personnalités comme l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan ou l'ex-ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe.

Ni le gouvernement espagnol ni l'organisation clandestine n'étaient représentés mais, à l'exception du Parti populaire, la quasi-totalité des composantes de la société basque étaient venues, avec les représentants des syndicats, du patronat, de l'Eglise et des partis politiques. De vives divergences de vues s'exprimèrent sur la nature du conflit et sur l'avenir du Pays Basque. Mais tous se rejoignirent sur l'essentiel: l'arrêt irrévocable de la violence par l'ETA, sans que cela signifie pour les militants la fin de leur combat pour l'autodétermination. C'était le sens du mandat que nous avions négocié avec des acteurs politiques et sociaux du Pays Basque: une normalisation politique incluant la légalisation de tous les partis qui renoncent à la violence, l'ajustement de la politique pénitentiaire (comme le rapprochement du Pays Basque des 700 prisonniers de l'ETA, dont 140 détenus en France), et l'ouverture d'un dialogue multipartite.

L'arrêt de la lutte armée, nous le pressentions était à portée de main. Ces derniers mois, le contexte était en mutation rapide, cristallisée par trois événements-clés. La Déclaration de Bruxelles du 29 mars 2010, d'abord, dont l'architecte fut l'avocat sud-africain Brian Currin. Une vingtaine de personnalités, dont cinq Prix Nobel de la paix, appelèrent l'ETA à déclarer "un cessez-le-feu permanent et vérifiable". Ce fut chose fai-



“Le processus de normalisation conduira à la légalisation de la formation Sortu, à la remise des armes de l'ETA et à sa dissolution.”

te le 10 janvier, et ce deuxième développement a rendu possible la création de notre petit groupe d'experts internationaux, pour "accélérer, faciliter et favoriser la normalisation au Pays Basque".

Brian Currin, défenseur de militants du Congrès national africain (ANC) pendant l'apartheid, avait senti qu'il fallait encourager la prise de conscience par la gauche indépendantiste de l'impasse dans laquelle elle se trouvait après l'attentat meurtrier de l'aéroport de Madrid fin 2006. La lutte armée de l'ETA ne donnait aucun résultat, alors que la coopération entre Madrid et Paris marquait des points significatifs. Beaucoup d'observateurs ont vu dans le succès des polices espagnole et française l'unique raison du renoncement aux armes par l'ETA. Mais cette explication est trop courte. Nous avons en vérité assisté à la conversion de la gauche indépendantiste à la voie pacifique. La Déclaration de Bruxelles, puis la constitution du GCI et la présence de leaders internationaux à la conférence de paix le 17 octobre visaient à la conforter dans le choix revendiqué d'un refus de la violence.

Nous avons interrogé la société basque

Le troisième temps fort fut la confirmation que l'ETA avait bel et bien tenu ses engagements après l'annonce du cessez-le-feu en janvier. C'était un point capital. Certes, il

2011KO AZAROAREN 3AN

MICHEL LEPESANT, MEMBRE DU GROUPE PILOTE DU PROJET DE MONNAIE LOCALE "LA MESURE" SUR ROMANS (26)

Une monnaie locale complémentaire... à quoi ça sert ? ^{1/2}

En quoi, à qui et comment une monnaie locale complémentaire (MLC) peut-elle être utile ?
Et de quelle utilité parlons-nous ?



De l'*utilité sociale* quand elle ne se réduit pas au seul intérêt économique. Ce qui ne veut pas dire : pas d'intérêt économique du tout⁽¹⁾ ; mais juste l'intérêt économique remis à sa juste place⁽²⁾, qui n'est ni première ni centrale.

Qui peut poser cette question ?

• Les **militants** des alternatives (altermondialisme, décroissance, transition...) qui se trouvent souvent à hésiter entre la tentation du refus pur et simple de la monnaie («*c'est du fric*»⁽³⁾) et la possibilité d'expérimenter («*changer les échanges*»).

Certains ont déjà l'expérience d'une monnaie locale de type SEL (mais elle n'est pas complémentaire, non-convertisible en euro).

• Les **prestataires** déjà habitués aux cartes de fidélité ou aux tickets restaurants, qui sont des monnaies complémentaires (mais elles ne sont pas locales).

▼
"Elkartasunaren bidez,
trukaketak aldatu!"

• Les **utilisateurs** qui sont souvent prêts à «*jouer le jeu*» mais qui ont du mal à voir vraiment l'intérêt de faire ses achats en «*jouant au Monopoly*».

Finalement, tous se demandent si cela vaut le coup, en comparaison de l'euro et de sa simplicité d'utilisation (quand on en possède !), d'avoir dans sa poche une deuxième monnaie, qu'il n'est pas si facile de se procurer (seulement dans des «*comptoirs d'échange*»), qui ne circulent qu'au sein d'un périmètre restreint de prestataires, qui ne concernent que des biens et services étiquetés «*éthiques*».



Michel Lepesant

Peut-on faire une réponse unique et commune à toutes les MLC ?

Non.

1/ Parce qu'il n'y a pas qu'un seul type de MLC : on peut même les ranger en «générations»⁽⁴⁾.

2/ Parce qu'une MLC appartient rarement à une seule génération et que chaque projet de MLC a donc sa propre généalogie.

C'est pourquoi les réponses ici proposées tiennent d'abord au projet initié sur le bassin de vie Romans/Bourg de Péage depuis mai 2010.

• De la première réunion, le 3 mai 2010, au lancement de la Mesure, le 28 mai 2011 : première phase, celle des explorations, des fondations et des constructions.

• Nous sommes aujourd'hui dans la seconde phase : celle de la mise en route, celle des consolidations, celle aussi de nouvelles explorations. Combien de temps va-t-elle durer ? On peut raisonnablement compter sur une bonne année : raviver les enthousiasmes, rattraper les premières déceptions, faire patienter les impatients, augmenter le nombre des prestataires et des utilisateurs...

• Finalement, la mise en place d'une MLC, c'est au moins deux années d'élaboration.

Et quand nous voyons à quel point nous ne comprenons plus du tout aujourd'hui le projet comme nous croyions l'avoir compris l'an dernier, nous ne pouvons que présager que, dans un an, les choses auront encore beaucoup vécu.

Et c'est tant mieux, car au cœur du projet de la Mesure, il y a bien une dimension «d'expérience». «Expérimentation sociale», «utopie concrète» : pédagogie qui commence par le Faire, et qui élabore une compréhension au fur et à... Mesure.

Pour les «activistes» d'un projet de MLC, quel «engagement» ?

Par «activiste», nous entendons les «membres actifs» de l'association «commune-Mesure». Ils ont des degrés d'engagement divers mais un trait commun les relie : plutôt que de s'installer dans le «contre», ils préfèrent tenter le «pour» ; la construction et l'expérimentation plutôt que la protestation stérile. Et ce «pour», ils pensent qu'il dépend d'abord de leur propre initiative, de leur propre innovation.

1. **Reprendre la maîtrise citoyenne de l'usage de la monnaie.** La monnaie courante, c'est à la fois très simple dans son utilisation et très compliqué dès que l'on essaie de s'expliquer d'où vient l'argent, qui le crée, d'où vient le crédit, à quoi sert une banque...

Oser se lancer dans l'aventure d'un projet de MLC, c'est finalement pour les citoyens le meilleur moyen de s'approprier les réponses. Car les voilà obligés d'imprimer des billets, de s'assurer de leur infalsifiabilité, de garantir les dépôts, bref de créer de la monnaie. Et là de découvrir toute la dimension «magique» de la création monétaire : car une MLC double, «comme par miracle» la masse monétaire en circulation.

C'est l'occasion de découvrir qu'une simple association citoyenne peut se réapproprier cet usage, aujourd'hui confisqué par les établissements bancaires, obsédés non plus de rendre service à leurs usagers mais d'enrichir leur actionnaires.

Dans cette «reprise citoyenne», c'est le Faire qui détermine le Comprendre (aux «Ecoles de la Mesure», c'est la pratique réelle qui est transmise, pas une théorie abstraite).

2. Beaucoup des membres de l'association de commune-Mesure sont membres d'autres associations, déjà engagés diversément dans des alternatives : ressourcerie, amap, SEL, recyclerie, coopératives...

Une MLC n'est-elle pas le moyen par excellence pour **relier des initiatives de Transition**⁽⁵⁾ sur un territoire/bassin de vie/Cité ?

C'est en ce sens qu'une MLC fonctionne comme un «*signe de reconnaissance*», comme un «*label*» défini par les valeurs de la Charte⁽⁶⁾ et les critères de la Convention⁽⁷⁾.

Une MLC ne relie pas seulement «l'existant» : elle a un formidable potentiel d'ouverture aux «*consomm'acteurs*» et aux prestataires : rien qu'en leur fournissant une «*interface*» qui ne se réduit pas à une simple (et pauvre) relation d'achat.

(Suite et fin au prochain Alda!)

Notes :

Infos générales :

www.monnaie-locale-complementaire.net

¹ Une MLC est convertible en euros, sur la base de : 1 € = 1 unité de MLC. C'est cette convertibilité qui fait qu'une monnaie est «complémentaire» et non pas «alternative». Tout difficulté fiscale est ainsi résolue.

² Michel Lepesant, Mesurer les réussites, réussir la Mesure, MaisOùComment, 2011, <http://monnaie-locale-romans.org/2011/02/reussir-mesure/>

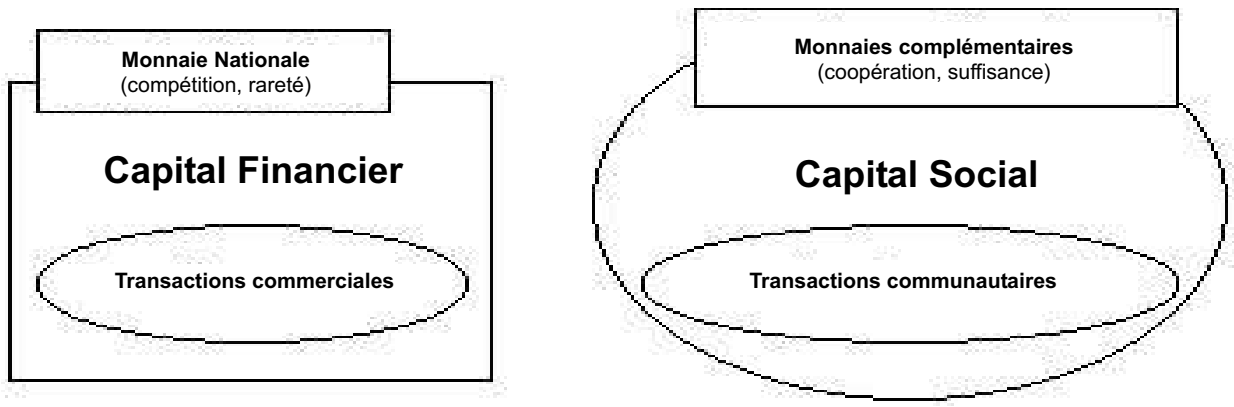
³ Michel Lepesant, Quand des monnaies ne sont pas vraiment du fric, Le Sarkophage : <http://confluences.ma-ra.org/?p=326>

⁴ Jérôme Blanc distingue 4 générations : [http://www.ijccr.net/IJCCR/2011_\(15\)_files/02%20Blanc.pdf](http://www.ijccr.net/IJCCR/2011_(15)_files/02%20Blanc.pdf)

⁵ Romans en transition, <http://le-dar.ouvaton.org/>

⁶ La Charte de la Mesure : <http://monnaie-locale-romans.org/?p=477>

⁷ Le «cœur éthique» de la Convention de la Mesure : <http://monnaie-locale-romans.org/?p=747>



Lertsunak

Gainekotz

Izigarri maite dut larrazkenean lertsun tropa baten pasaia begiratzea eta entzutea; aldi oro nere gogoan erabiltzen ditut, nere gustuko egiten dituzten solasak:

-«O, berriz ere hemen gitun herri xoragarri hunen gainean! Beha zan zoin den ederra!

-Hala dun, bainan iduritzen zatan jaz baino egoitza gehiago ikusten dutala eta pentze eta alor guttiago!

-Ba ditaken, bainan bere xarma beti azkar daukan herri hunek!

-Jes, zer mila debru! Entzuten dun, berriz ere tirokatzen gitine!!

-Hago lasai, ez ditun guri ari, untsalaz urtxo ihizian ditun.

-Nahi dinat, bainan duela zonbait urte uste gabean beheraxko jautsi gintunan eta bi lagun galdu gintinan!

-Alta ez dun haizu! Legez ez dine gure tirokatzeko dretxorik!

-Legez ba, bainan... Dia, beha zan, gutarteko zonbaitek lerroa utzirik giberat egiten dine!

-Hara, beti berdin dun, batzu denmendreneko enegua delarik, berdura-tzen ditun!

-Arrazoin dine behar bada, baditaken tronpatua izaitea!

-Bon, beha zan, badun bide hobeagorik hik proposatzeko?

-Ez, ez bainan zendako ez dira denak segitzen?

-Beti besteri so egon behar bada ez dun aintzinatzerik! Haugi hunat eta lerro burua segi dezagun, orai arte beti eraman gitin joan behar ginuen tokirat, ez dea hala?

-Bai, hala dun. Alta gero eta nahasiago gitun... Beha zan beste batzu ere partitzen ari ditun!

-Habil hi ere nahi badun edo bestenaz, hago ixilik eta egin zan hegali!!

-Arrazoin dun, abiatu aintzin ados jarriak gintunan hemen gaindi pasatzeko, beraz gauden denak bat.

-Baietz neska, ikusiko dun zonbait oihi eta mogimenduren ondotik errebelatu edo putrun horiek ere berriz lerroan plantatuko direla. Helburua argi diun, beraz...»

Eta lertsun horiek erran bezala gertatu da...

Bost minuta barne, berriz lerroa osaturik, tropa osoak segitu du elgarrekin, hego aldera...

LAURA GONZALEZ DE TXABARRI

ELAren Nazioarteko Harremanak

ELA Nazioartean^{1/2}

Hasieratik homologatutako sindikatua

ELAren nazioarteko ibilbidea ez da atzokoa. ELA 1911 garren urtean sortu zen eta 1933an Kristauen Nazioarteko Konfederazioan (1919an sortutako SKNKn) sartu zen, bere jatorrizko ideologi sozialkristauari zegokion bezala. Nazio gabeko sindikatu batentzat nazioarteko presentzia eta partehartzea legitimazio bide garrantzitsua suertatu zen.

Erbestetik, nazioarte mailan lanean

Gerra zibilaren ostean diktatura iritsi zen, eta klandestinitate eta erbeste garai luze bat hasi zen. Hala ere, ELA nazioartean lan handia egin zuen garai haietan. Kristau Konfederazioan zegoela aprobetxatuz, Euskal Herria jasaten ari zen errepresioa eta bortxakeria salatu zituen eta herrialde desberdinetako organizazioen laguntza eta babesa bilatu zituen. Garai honetako harremanak ez ziren kristau organizazioetara mugatu, ideologi desberdinetako organizazioekin eman ziren.

ELA, Munduko

Federazio Sindikalaren sorreran

Orokorrean Europa mailan momentu zailak ziren sindikatuentzat. Alemania, Austria eta Italia atera berriak ziran diktaduretatik. Espainian eta Portugalen diktadoreak zeuden oraindik. Faxisten kontrako aliantza zela eta, URSS eko, Bretaña Handiko eta Estatu Batuetako sindikatuak elkar hartu eta MFS (Munduko Federazio Sindikala) sortu zuten 1947an. Garai hartan, erbestean zeuden ELAkoen artean batzuk Frantzia eta beste batzuk Londresen zeuden. Azken hauek Britainia Handiko Sindikatuarekin harremana ezarri zuten eta haien eskutik MFS-ren sorreran parte hartu zuten.

Batasun honek ez zuen asko iraun, Plan Marshall en inguruko diskusioak zirela eta, eta "gerra hotza"ren hasiera zela eta, MFS segituan desegina geratu zen. Handik alde batetik Sindikatu Libreen Nazioarteko Konfederazioa (SLNK) sortu zen 1949an (non ELA hasieratik egon zen, estatu batuetako AFL-CIO, Britainia Handiko TUC eta beste hainbat sindikatuarekin batera), eta bestetik MFS sozialista blokeko sindikatuak biltzen zituena.

Ondoren, urte askotan ELA afiliazio bikoitza izan zuen (Kristauen organizazioan eta sozialdemokraziaren organizazioan), 2006 urtean bi hauen artean Sindikatuen Nazioarteko Konfederazio (SNK) berria sortu zuten arte.

ELAren legitimazio instituzionala nazioartetik

Franco hil ostean Nazioarteko erakunde hauek euskal sindikalgintzari legitimazio instituzional oso garrantzitsua eman zioten. Garai hartan, 1976 urtean, SLNK-ko Idazkari Nagusia zen John Vanderverken Euskal Herrira etorri zen ELA bisitatzera, bere esanetan Euskal Herriko "... sindikalisten kezka, lanak eta egoerak ikustera". Bestalde, Lanaren Munduko Konfederazioa^{1/2}-ko Presidente zen Jan Kulakowskik 1979an ELAren laugarren kongresuan parte hartu zuen, berak esan zuen bezala "askatasunean egindako lehenengo kongresuan".

Batak eta besteak garai latz haietan eman dako aitortze eta babesa edonorentzat garrantzitsuak izango baziren ere, are gehiago ELA bezalako naziorik gabeko sindikatu txiki batentzat. Nazioartean guztiz homologatutako sindikatua izatearen adierazgarri izan ziren adibide horiek.

^{1/2}1968tik geroz SKNKren izena LMK bilakatu da.



ELA, "Euzkadi"tik 40 hamarkadan Munduko Federazio Sindikalaren kongresuan

Le rapport d'orientation

Pour donner des perspectives à votre association

Rituels des AG, les rapports moral, d'activités et financier se penchent exclusivement sur le passé. Plus prospectif et programmatique le rapport d'orientation permet de mobiliser les adhérents en leur parlant d'avenir.

La clarté de ses objectifs et l'adhésion de tous les adhérents à ceux-ci sont une garantie de bon fonctionnement pour une association. Le rapport d'orientation qui s'inscrit dans la continuité des rapports moral et d'activités tient compte de ce que l'association a réalisé par le passé pour asseoir ses priorités pour l'avenir.

Donner des priorités

Contrairement à ce que souhaitent en général beaucoup de financeurs qui semblent n'apprécier que le neuf et l'innovant, le rapport d'orientation n'a pas forcément vocation à proposer de nouvelles choses chaque année. Il vise davantage à mettre l'accent sur telle ou telle action de l'association, donne une ou des priorités et vis surtout à bien fixer le but que se donne la structure pour les mois à venir.

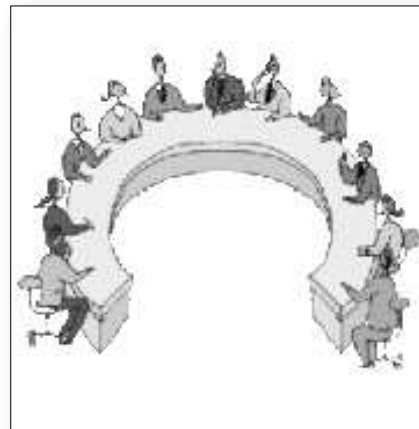
Pour cette raison, il est important de résumer en fin de rapport les orientations proposées, en veillant à équilibrer celles qui relèvent du long terme et celles qui relèvent du court terme.

Fixer les étapes

Le rapport n'est pas forcément annuel. Certaines associations établissent un rapport d'orientation tous les deux ou trois ans, ce qui leur permet d'établir un plan de travail sur le long terme. En dissociant les délais fixés pour chaque objectif, ce document permet de fixer des étapes et d'élaborer une stratégie en plusieurs temps. Il peut être réévalué d'une année sur l'autre et servira de référence pour établir le bilan de l'association au cours de la prochaine AG. C'est en quelque sorte une carte ou une boussole décrivant d'un rapport à l'autre, les évolutions du projet associatif.

S'assurer de la faisabilité

Le rapport d'orientation ne vaut pas décision pour les actions présentées. Il en donne les grandes lignes mais avant d'engager les actions il faudra s'assurer de leur faisabilité.

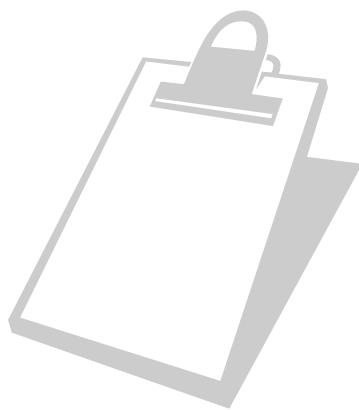


Ainsi s'il est proposé de lancer une activité qui nécessite des investissements ou qui risque de modifier substantiellement l'équilibre financier de l'association, il est indispensable de présenter également aux membres un budget prévisionnel qui traduit en chiffres les orientations proposées.

De même si certaines nouvelles orientations nécessitent de modifier par exemple l'objet de l'association, il faudrait prévoir dans la foulée une AG extraordinaire pour changer les statuts.



L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :

www.mrafundazioa-alda.org

Nola garaitu arduragabea den finantza?

"Let's make money" filmaren proiektzioa, Bizi!ko Banketik Lan Taldeak antolatua.

Finantza sistemako aktore ezberdinen lekukotasunekin, muga gabe den ekonomia baten gehiegikeriak aurkezten dizkigu zinema egileak: paradisu fiskalak, xantaia ekonomikoa, gezurrezko inbertsioak, etab.

Harrigarria den filma horrek sistema liberalaren gehiegikeriak eta honek jendar-tearen eta ekologiaren gain dituen ondorioak aurkezten dizkigu.

"Le Royal" zinemagelan, ostegunean, azaroaren 10an, arratseko 21:00etan.

Gaualdia eztabaida libre batekin jarraituko da eta aterabide alternatiboetarako buruz informazioak izanen dira.



Groupe Banketik :
Comment vaincre la finance ivresponsible?

Projection «Let's make money»

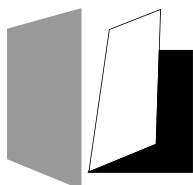
À travers les témoignages des différents acteurs de ce système, le réalisateur nous révèle les dérives d'une économie sans garde-fou : paradis fiscaux, chantage économique, investissements fictifs, etc.

Ce film impressionnant montre les dérives du système libéral et des conséquences humaines, démographiques et écologiques.

Cinéma «Le Royal» - Biarritz
Jeudi 10 Novembre - 21h

Soirée suivie d'un débat libre et d'informations sur les solutions alternatives

bizi!



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua

20, Cordeliers karrkia

64100 BAIONA

+ 33 (0)5 59 59 33 23

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria

Dani Gomez

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Alda!ren koordinatzailea

Xabier Harlouchet



l'armée d'ETA

n'y avait plus eu d'attentat depuis 2009, mais c'était insuffisant. D'autres cessez-le-feu avaient été brisés. Nous avons interrogé les chefs d'entreprise afin de s'assurer de la fin de l'extorsion qui alimentait "l'économie de guerre" de l'organisation clandestine. Rappelons qu'une quarantaine de patrons ont été tués par l'ETA, une cinquantaine d'autres kidnappés durant les années de conflit, et que 2.000 personnes au Pays Basque vivent ou ont vécu entourées de gardes du corps, dans la peur d'être assassinées.

Fin avril, avec Paul Rios, je rencontraï le patron des patrons à Bilbao. Il nous montra une lettre frappée du sigle de l'organisation confirmant la fin de "l'impôt révolutionnaire". Nous tenions là le premier signe tangible du changement intervenu. Quelques mois plus tard, notre GCI aida à mettre sur pied un groupe de vérification du cessez-le-feu qu'a rejoint Raymond Kendall, un ancien de l'antiterrorisme à Scotland Yard, qui a été quinze ans secrétaire général d'Interpol.

Ce printemps, donc, les événements s'accéléraient. Nous vîmes l'équation politique se transformer avec les élections régionales du 22 mai. Ce fut le triomphe des nationalistes qui, tous partis confondus, récoltèrent 61 % des voix au Pays Basque. Ce résultat était important: il montrait la vigueur du nationalisme et confirmait le succès d'une stratégie axée sur le refus de la violence. Puis, le 24 et le 25 septembre, les 700 prisonniers de l'ETA et les ex-prisonniers se prononcèrent à leur tour en faveur de l'arrêt de la lutte armée. Le 1^{er} octobre, Ekin, un groupe politique en lien avec l'ETA, annonçait sa dissolution. Le lendemain, l'ETA annonçait qu'elle acceptait de se soumettre au groupe de vérification du cessez-le-feu. Les conditions étaient favorables pour la tenue d'une conférence de paix.

L'annonce de la fin de la lutte armée le 20 octobre marque à l'évidence une étape cruciale après quarante-trois années de violence. Le processus de normalisation peut enfin commencer et conduira à terme à la légalisation de la formation Sortu, à la remise des armes de l'ETA et à sa dissolution. Des discussions auront lieu entre les parties sur ces questions et sur d'autres, et le GIC est prêt à apporter sa contribution. Le différend sur l'avenir du Pays Basque se traitera dans le cadre du libre jeu démocratique. Les victimes, bien entendu, toutes les victimes, celles de l'ETA et les autres, y compris celles des groupes parapoliciers (GAL) qui tuèrent dans les années 1980 sur le sol français en toute illégalité des Etarras, ne seront pas oubliées. Il n'y aura pas ici, comme après la fin du franquisme et la transition démocratique espagnole, de pacte de l'oubli.

Pierre Hazan est l'auteur notamment de "La Paix contre la justice" (A. Versaille éditeur, 2010).

Faire la paix au Pays Basque

Jean-Pierre Massias, vient de sortir aux éditions Elkar "Faire la paix au Pays Basque". Cet universitaire, professeur de Droit public, spécialisé dans les transitions démocratiques et les sorties de crises, porte sur le conflit basque une analyse documentée et rigoureuse. On se souvient de sa participation, le 9 février 2007, à la conférence sur "L'Art de la paix" organisée par Abertzaleen Batasuna à Saint-Jean-de-Luz, aux côtés de Michel Rocard et Gérard Onesta. Pour éclairer l'adieu aux armes d'ETA, il répond aux questions d'Enbata.

ENBATA: Votre livre analyse avec pertinence la résolution du conflit basque par la négociation: pourquoi, comment négocier, entre qui... Pourriez-vous expliquer pourquoi les diverses négociations entre ETA et Madrid, depuis Alger en 1989, ont chaque fois échouées?

Jean-Pierre Massias: C'est vrai qu'au moins par trois fois, des négociations consécutives à la proclamation de trêves furent engagées et rompues au terme d'un scénario comparable: ETA mettant fin à la trêve par la reprise de la lutte armée en accusant le gouvernement espagnol (et les autres protagonistes du processus) de n'avoir pas tenu ses engagements. Sans revenir sur ces épisodes et sur les polémiques qu'ils ont entraînées, force de constater qu'une des raisons de ces échecs réside dans le fait que le processus a été —de facto— exclusivement contrôlé par ETA et le gouvernement espagnol, qui décident de son ouverture, de son contenu et de sa rupture. La société reste principalement spectatrice même si lors de l'accord de Lizarra-Garazi de très nombreuses forces politiques et sociales s'engagèrent dans le processus. C'est d'ailleurs ce qui rend optimiste aujourd'hui: la situation est l'aboutissement d'une construction sociale qui s'est imposée, de Zutik Eukal Herria jusqu'à l'accord de Gernika, tant à ETA qu'au gouvernement espagnol et qui a été plébiscité lors des dernières élections municipales et forales avec les succès de la coalition Bildu.

De plus, et cette évolution est fondamentale, le processus actuel, contrairement aux tentatives précédentes a été encadré par des médiateurs étrangers de haut niveau, lui donnant ainsi crédibilité et autorité. Dans cette perspective, l'action groupe international de contact de B. Currin, et la participation à la conférence de Donostia de leaders politiques aussi prestigieux et aussi incontestables que Koffi Annam, Tony Blair

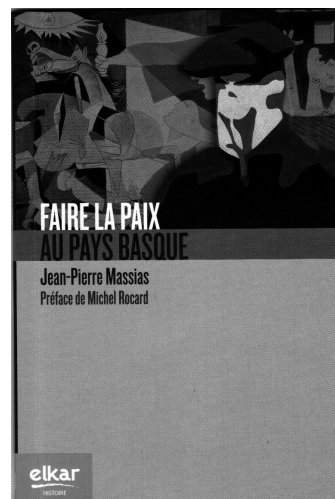
(représenté par son chef de cabinet) ou de Gerry Adams accentue encore cette dynamique. Alors même que le gouvernement espagnol a de tout temps nié l'existence d'un conflit et refusé toute intervention étrangère, l'implication directe de ces acteurs fragilise considérablement ce postulat. Les réactions espagnoles, souvent méprisantes et parfois haineuses, ne peuvent désormais masquer ni le caractère politique du conflit ni l'impérieuse nécessité d'une médiation étrangère pour garantir sa pleine résolution.

Enbata: L'arrêt définitif de l'action armée proclamé par ETA il y a 10 jours relève d'une décision unilatérale. S'être exonéré d'une négociation handicapé-t-il la résolution politique du conflit? Comment la société basque devra-t-elle répondre à l'exigence de la réconciliation, au sort des prisonniers et des exilés, et à celui de toutes les victimes? Comment peut-on envisager la restitution des armes d'ETA?

Jean-Pierre Massias: Il est certain que l'absence de négociations préalables rend les choses plus complexes et fait encore plus regretter l'échec du dernier processus ou un certain nombre d'engagements allaient —plus ou moins— dans le sens des cinq points de la déclaration de Donostia. Aujourd'hui, le gouvernement espagnol, n'étant lié par aucun engagement préalable, à beau jeu de refuser de s'engager dans un processus de «démobilisation» en réponse à la déclaration d'ETA. Il s'en tient au discours de la "victoire de la démocratie sur le terrorisme" soulignant l'affaiblissement d'ETA et de sa capacité militaire.

Pourtant ce discours ne résiste pas à l'analyse et il me semble qu'il existe des facteurs objectifs qui doivent conduire tous les acteurs à s'engager plus avant pour donner vie aux

(Suite page 10)





Faire la paix au Pays Basque

(Suite de la page 9)

points que vous évoquez.

L'abandon par ETA de la lutte armée est certes une étape considérable mais qui ne suffit pas à véritablement faire disparaître toute violence au sein de la société basque. Dès lors il convient, comme le souligne le texte de San Sebastian d'ouvrir des négociations spécifiques touchant à la restitution des armes, au rapprochement et à la libération anticipée de —certains— prisonniers, ainsi qu'à l'atténuation des dispositions anti terroristes et plus globalement à la réinsertion sociale des acteurs du conflit. Ce n'est qu'à l'is-



Jean-Pierre Massias

sue de ce processus complexe — et qui, l'exemple Irlandais l'a montré, peut s'étaler sur des années— que l'on pourra effectivement mettre un terme définitif à ce conflit. C'est d'ailleurs de l'intérêt du gouvernement espagnol de ne pas laisser la situation en l'état et ainsi de laisser «dans la nature» des stocks d'armes et —plus globalement— une telle tension potentielle. Là encore, la négociation devrait s'imposer, équilibrant restitution des armes et mesures en faveur des prisonniers et là encore une médiation internationale serait le meilleur moyen de garantir ce processus.

Face aux réticences des Etats, c'est désormais à la société basque — et à tous ceux qui soutiennent cette vision des choses— d'imposer la continuité du processus et son accomplissement démocratique. Les succès électoraux et la mobilisation sociale des forces soutenant le processus seront des facteurs déterminants de sa réalisation. Si le temps des armes est terminé, celui de la confrontation démocratique commence et les bulletins de vote vont devenir des instruments très efficaces. C'est désormais tant à la gauche abertzale (et à l'ensemble des partis politiques basques) et au gouvernement espagnol de prendre désormais la mesure de cette mutation historique fondamentale et d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Gorbatchev l'avait dit en son temps à des dirigeants est allemands réticents à la perestroïka: «ceux qui ratent les trains de l'histoire sont condamnés à les regarder passer!».

Les réactions à chaud

(faute de place nous n'avons pu les publier la semaine dernière)

● Parti communiste

Déclaration nationale du PCF ETA: le PCF salue l'arrêt définitif de la violence armée.

“L'annonce par l'ETA de l'arrêt définitif de son activité armée constitue un très important pas en avant dans la résolution d'un conflit qui a fait de trop nombreuses victimes depuis le début du processus démocratique en Espagne.

Le PCF salue cette grande victoire des forces démocratiques particulièrement actives dans la société basque. Il partage l'espoir que cette décision puisse ouvrir un nouveau cycle politique dans le respect de l'état de droit, pour dépasser un terrorisme et une violence qui ont porté un lourd préjudice à l'ensemble du pays.”

● Europe Ecologie-Les Verts

Processus de Paix au Pays Basque

“Europe Écologie-Les Verts Pays Basque et Europe Écologie-Les Verts Aquitaine se félicitent qu'ETA soit allée dans le sens de la Conférence Internationale pour une résolution de paix au Pays Basque. Une déclaration publique de cessez-le-feu définitif et l'arrêt de son activité armée étaient en effet un préalable à toute discussion entre les parties concernées. C'est maintenant chose faite.

Europe Écologie-Les Verts demande aux gouvernements espagnol et français d'engager dès à présent le dialogue qui permettra la fin de ce conflit qui perdure depuis un demi siècle.”

● Askatasuna

“Depuis des mois, nous soulignons les pas importants qui sont faits vers un processus démocratique de résolution du conflit politique basque. Nous nous réjouissons fortement des derniers en date: l'entrée du Collectif des prisonniers politiques basques dans l'Accord de Gemika, la conférence internationale qui s'est tenue lundi dernier à Donostia (Gipuzkoa) sous la présidence de Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations-Unies et l'annonce de la fin de l'utilisation de la lutte armée de la part de l'organisation ETA ce jeudi.

Nous voulons cependant attirer l'attention sur le traitement aussi partiel que partial qu'en ont fait la plupart des médias parisiens et madrilènes. Ainsi, la conférence de Donostia n'a été citée que pour parler de la demande faite à ETA de déposer les armes et aux États français et espagnol de négocier l'issue du conflit armé, mais rarement de la demande faite aux deux États de mettre un terme à l'action répressive et de négocier et trouver une issue aux conséquences du conflit armé. (...)”

● Anai Artea

“Après l'annonce par ETA de l'arrêt définitif de son activité armée les Etats espagnol et français n'ont plus d'excuses pour se dérober à une résolution dialoguée du conflit. C'est à leur tour de donner un signal fort de leur volonté de paix.

Les mesures immédiates qu'Anai Artea attend d'eux, c'est qu'ils mettent fin aux graves atteintes aux droits humains dont ils sont auteurs ou complices comme les arrestations arbitraires, la mise au secret et la torture. Les prisonniers politiques qui ont accompli leur peine doivent être libérés dans des conditions normales et également ceux qui sont malades. Les mesures généralisées de dispersion et d'éloignement qui leur sont illégalement appliquées doivent cesser et, en conséquence, ils doivent être rapprochés de leurs familles dont le calvaire n'a que trop duré. Les mandats d'arrêt européens dont on sait qu'ils sont indûment utilisés doivent être annulés. Les réfugiés et les exilés doivent pouvoir rentrer. (...)”

● ELB

Un pas vers la paix

“ELB accueille très positivement l'annonce que vient de faire ETA. Les observateurs internationaux et le peuple basque sont témoins qu'il s'agit là d'une décision unilatérale.

ETA a fait un pas vers la paix. Les Etats français et espagnols n'ont aujourd'hui plus d'excuse. Toutes les forces politiques doivent faire des efforts pour installer cette paix.

Le problème basque demeure, même si ETA cesse ses actions armées. Les deux Etats doivent reconnaître que le Pays Basque existe et créer les conditions pour que le peuple basque décide de son avenir.

Le Pays Basque doit vivre.

Il nous revient aussi à chacun d'accompagner ce processus, ELB œuvrera en ce sens.”

● LAB

“ETA a pris une décision historique. L'organisation a fait un pas historique qui ouvre la voie à une nouvelle ère en Pays Basque tout comme dans les Etats français et espagnol. Une nouvelle ère également au sein de la gauche abertzale. En renonçant définitivement à la lutte armée, elle a pris un engagement clair et ferme envers un processus démocratique qui doit permettre de dépasser le conflit politique et armé. Pour LAB, il s'agit, à ce jour, du pas le plus important effectué en faveur de la résolution du conflit.

Une opportunité historique se présente pour le Pays Basque, opportunité qui en appelle à la responsabilité de toutes et tous. C'est dans ce sens que LAB veut faire face à cette nouvelle



situation. Aujourd'hui, notre organe directeur (l'assemblée nationale) se réunit afin de réaffirmer les engagements que nous avons déjà pris dans le cadre de ce processus."

● **Autonomia Eraiki**

"Autonomia Eraiki félicite le courage politique de l'organisation armée ETA. Comme le dit l'organisation ETA, le chemin sera encore rude. Il est aujourd'hui indispensable que tous les acteurs politiques et sociaux saisissent cette opportunité. Nous appelons chacun à sa responsabilité. Les représentants des partis politiques de Ipar Euskal Herria qui étaient lundi à Donostia doivent s'investir dans la sortie du conflit qui oppose les Etats français et espagnol à Euskal Herria. Concernant Ipar Euskal Herria il n'est plus question d'accepter d'entendre le gouvernement français dire qu'il n'est qu'observateur, le gouvernement français est partie prenante de ce conflit et il doit sous peine d'erreur historique s'engager avec les tous les acteurs politique d'Ipar Euskal Herria à une sortie politique. Pour nous cela passe par la reconnaissance institutionnelle d'Ipar Euskal Herria, l'officialisation de l'euskara et l'amnistie totale de nos prisonniers politiques. La reconnaissance du droit des citoyens basques de choisir librement leur avenir par voie référendaire."

● **ELA**

"ELA considère que la fin de l'activité armée doit ouvrir un nouveau cycle politique. La décision d'ETA d'arrêter, de manière définitive et irréversible, son activité armée constitue une excellente nouvelle. Cette annonce est en phase avec la volonté exprimée depuis des décennies par la société, et c'est la décision cohérente avec la réflexion exprimée lors de ces derniers temps par la gauche abertzale illégalisée. Pour ELA, c'est un jour de grande satisfaction. ELA considère que la fin de l'activité armée doit ouvrir un nouveau cycle politique dans lequel on pourra aborder diverses questions.

En premier lieu — et comme il est dit dans la Déclaration finale de la Conférence Internationale de ce 17 octobre — il est désormais urgent que les gouvernements espagnols et français initient «*des conversations pour traiter exclusivement des conséquences du conflit*».

En second lieu, ELA pense que doivent être effectués un certain nombre de pas importants en matière de droits de l'homme. Il est urgent de rendre justice, de compenser et d'assister toutes les victimes, et de garantir qu'il ne se produira aucune violation de droits à l'avenir. Et nous incluons dans ce chapitre là notre exigence de modification de la politique pénitentiaire, pour en finir avec la dispersion des prisonniers, libérer les prisonniers malades et annuler la Doctrine Parot.

En troisième lieu doivent être corrigées les graves déficiences démocratiques de l'Etat espagnol, celles qui persistent depuis la dénommée Transition (d'avec le Franquisme) et celles perpétrées à l'ombre du Pacte anti-terroriste souscrit par le PP et le PSOE, et appuyé et cautionné par les syndicats espagnols et français. ELA exige, entre autres choses, la légalisation de toutes les organisations illégalisées durant cette décennie et la mise en liber-

té immédiate de toutes les personnes réprimées pour leur engagement politique. (...)"

● **Jean Grenet, député-maire de Bayonne**

"C'est une excellente nouvelle et nous espérons tous que cette décision est ferme et définitive. Car nous avons connu des espoirs déçus par le passé.

Ceci dit, le contexte a évolué ces derniers mois, les lignes ont bougé. Cette annonce va dans le sens de ce que nous espérons tous au Pays Basque, celui d'un dialogue respectueux de chacun. Pour en finir avec la violence qui a fait tant de victimes sans jamais rien régler. Il faut que ces déclarations soient définitives, que le Pays Basque entre dans une nouvelle ère, pacifiée."

● **Kotte Ecenarro, premier vice-président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques (Parti socialiste).**

"C'est un soulagement énorme. Le travail mené depuis une dizaine d'années pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis plus de 50 ans, porte ses fruits aujourd'hui. Pour poursuivre le dialogue, ETA devait abandonner la lutte armée. C'est chose faite. Nous ne sommes jamais à l'abri d'un dysfonctionnement mais je suis optimiste pour la suite. Les gouvernements espagnols, basques et français doivent désormais intervenir et se mettre autour de la table. Ils ont un rôle primordial à jouer."

● **Jean-Jacques Lasserre, sénateur et conseiller général (Modem).**

"C'est une très grande nouvelle. Une bonne nouvelle. On sentait de nettes évolutions depuis plusieurs mois. Maintenant, les gouvernements doivent accepter de dialoguer, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour cela. Il faut absolument éviter les propos de nature à altérer ce processus de paix. Les acteurs ne sauront s'écouter que s'ils arrivent à fabriquer de la confiance."

● **Peyuco Duhart, maire de Saint-Jean-de-Luz (UMP).**

"C'est une excellente nouvelle car ce conflit pourrissait la vie politique. L'expression doit passer par les urnes et non par les armes. C'est une très bonne chose que l'annonce de l'arrêt définitif de la lutte armée intervienne si vite après la conférence de lundi. Je craignais que cela ne prenne plus de temps."

● **André Sainte-Marie, porte-parole d'Abertzaleen Batasuna.**

"C'est une nouvelle que tout le monde abertzale attendait et réclamait à cors et à cris, comme l'ensemble de la société basque. ETA le devait à ces populations. Il y a eu plusieurs pas, c'en est un de plus. Restent deux chantiers prioritaires. D'abord la pacification et une normalisation de la vie politique en Pays Basque Sud, par la légalisation du parti Sortu (NDLR gauche radicale indépendantiste interdit en Espagne), ensuite une solution globale à trouver pour le sort des prisonniers basques.

L'important c'est qu'aujourd'hui, tous les acteurs politiques, syndicaux, sociaux ont entre leurs mains la clé d'une solution politique en Pays Basque, et ce sans la tutelle d'ETA."

● **Max Brisson, leader du groupe UMP au Conseil général.**

"C'est une très bonne nouvelle, une date historique pour l'Espagne, le Pays Basque et la France. Il y a de l'émotion après beaucoup de souffrances, en Espagne mais aussi sur le territoire français. La réconciliation est une étape pour l'Espagne, mais aussi ici. Il faudra que nous partagions aussi en France les autres étapes du cheminement vers la paix."

● **Jean-François Lefort, porte-parole de Batasuna.**

"ETA dépose les armes et a choisi la voie du dialogue. C'est une décision historique qui met un terme à la lutte armée, mais pas à la solution politique du conflit. Cette dernière reste à construire. Nous appelons tous les participants à la résolution de ce conflit, à se mettre autour d'une table et à mettre en place des solutions, les gouvernements français et espagnols à arrêter toutes les formes de répression. Il faut légaliser les organisations indépendantistes basques. Il faut la libération de tous les prisonniers politiques basques et le retour de tous les exilés à terme. Une nouvelle page s'ouvre. Les conditions pour résoudre ce conflit, le dernier en Europe de l'Ouest de cette ampleur, existent réellement."

● **Jean Espilondo, maire d'Anglet (Parti socialiste).**

"Je suis heureux de cette fin et admiratif de la détermination des démocrates qui ont eu raison. Ce n'est qu'un arrêt de l'activité armée. L'essentiel aujourd'hui est de déposer les armes. J'ai une pensée pour les 800 à 900 personnes qui ont été assassinées par l'ETA. Celle-ci reste une organisation sanglante sans proportion. Tout ça pour ça."

● **Didier Borotra, maire de Biarritz (Modem).**

"C'est la fin d'une période douloureuse pour le Pays Basque. Elle correspond au déclin d'une génération radicale, au début d'une nouvelle ère. Elle pourrait ouvrir la voie au retour des prisonniers. C'est aussi la chance de réintroduire au Pays Basque l'ensemble des forces politiques, l'espoir de vivre enfin une démocratie apaisée."

Sénatoriales Accord respecté

Le parti socialiste vient d'exclure l'ancienne sénatrice et élue municipale d'Anglet, Annie Jarraud-Vergnolle pour s'être maintenue au second tour des élections sénatoriales du 25 septembre. Elle avait ainsi contrevenu à l'accord du deuxième tour passé entre le PS et la liste écolo/abertzale conduite par Sauveur Bacho qui prévoyait que le candidat socialiste arrivé en troisième position au 1^{er} tour laissait sa place à Sauveur Bacho. Par cette dissidence Annie Jarraud-Vergnolle avait recueilli 412 voix qui ne se sont donc pas reportées sur Sauveur Bacho. Hitza hitz.



Feuille de route

● Jakes Bortayrou

« L n'y a pas de conflit et nous avons vaincu le terrorisme ». La phrase est répétée en boucle à Madrid et en écho à Paris. S'y rajoute un révisionnisme historique qui disqualifie selon l'amalgame de l'idéologie anti-terroriste d'aujourd'hui, y compris les périodes où l'action d'ETA bénéficiait d'un large soutien populaire en Pays Basque et d'une sympathie indéniable dans une bonne partie de la gauche européenne. Tout cela masque mal un sentiment de désorientation, alors que tous les schémas et les stéréotypes hérités du passé sont chamboulés. Nous vivons actuellement en Pays Basque un de ces tournants historiques où tout le monde perçoit que rien ne sera désormais plus pareil. Au-delà de l'émotion, du vécu, des souvenirs et des souffrances de chaque camp, la rupture s'impose à tous. La semaine du 17 au 21 octobre a constitué un big-bang dont les effets vont se développer sur plusieurs années.

La déclaration issue de la conférence de paix de Donostia constitue une feuille de route précieuse pour les temps à venir. C'est l'application au contexte du Pays Basque d'une méthode qui a fait ses preuves ailleurs pour résoudre des conflits violents générés par une oppression, la négation de droits ou de souveraineté. Suite à ce big-bang, différents processus vont se mettre en branle, qui ont chacun leur logique et leur déploiement dans le temps, même si tous se dérouleront plus ou moins simultanément et dans le même espace. La question du temps justement sera cruciale. Certains comptent en mois, d'autres en années. Éclaircissement

indispensable pour limiter les malentendus, la confusion, les frustrations et les blocages. Ces processus seront tout sauf un long fleuve tranquille. Ils feront l'objet d'affrontements politiques et seront le fruit de rapports de force. La mobilisation et la volonté populaire seront déterminantes dans leur déroulement. La déclaration de Donostia en définit les principaux.

Le traitement des conséquences du conflit tout d'abord: la question des prisonniers (leur rapprochement, prélude à leur libération), le désarmement, la fin des mesures d'exception et d'interdiction, de la torture, des mandats d'arrêts européens... C'est le processus qui doit s'enclencher immédiatement et même s'il se prolonge sur quelques années, doit donner rapidement des résultats concrets sous peine de pourrissement de la situation. La reconnaissance et l'assistance à toutes les victimes, la réconciliation au sein de la société constituent le troisième point de la déclaration. Au vu d'autres expériences historiques on peut penser que la réconciliation sera affaire de décennies. Concernant la reconnaissance des victimes, des étapes symboliques très fortes peuvent être rapidement franchies de la part d'ETA. Qu'en sera-t-il du côté des autorités espagnoles et françaises? Admettre les exécutions sommaires, la brutalité policière, la torture institutionnalisée, les procès iniques ou la « guerre sale » prendra sûrement du temps. L'État britannique ne vient-il pas seulement de reconnaître les fautes de son armée lors du massacre de Bloody Sunday en 1972? Le quatrième point recommande d'aborder les questions poli-

« ... différents processus vont se mettre en branle, qui ont chacun leur logique et leur déploiement dans le temps. »

tiques. C'est évidemment le nœud de l'affaire, déjà synthétisé dans le texte de Lizarraga-Garazi: quel niveau de souveraineté pour Euskal Herria, quels territoires pour le Pays Basque, qui décide et comment? La phase de « normalisation politique » qui débute ne consistera pas à mettre ces questions entre parenthèses mais à explorer concrètement entre tous les acteurs du conflit les voies, procédures et échéances démocratiques permettant de trancher ces débats. Là encore un regard sur d'autres expériences laisse penser que le compteur tournera au moins sur une décennie.

La situation offre par ailleurs de nouvelles opportunités pour le processus souverainiste et la construction nationale. En ces temps de crise systémique profonde, donner un contenu social au projet indépendantiste pour étendre à toute la société l'envie de souveraineté, mettre en place des outils pour renforcer les liens entre territoires et la conscience d'un destin commun pour tou(te)s ses habitant(e)s constituent des enjeux majeur pour le camp abertzale.

Tous ces processus sont autant de strates superposées. Tous nécessitent des stratégies et des alliances adéquates. La phase politique qui s'ouvre devant nous est complexe, prometteuse de rudes combats et confrontations démocratiques, pleine d'incertitudes autant que d'espoirs, de succès et de blocages probables mais, c'est le vœux de la majorité au Pays Basque, le sang et les larmes en moins par rapport à la phase qui s'achève.

Notre couverture: Pierre Hazan, écrivain, membre du Groupe international de contact pour la résolution du conflit basque.

Sur votre agenda

Azaroa:

- Du samedi 5 au dimanche 20, **SENPERE**. Festival d'art contemporain Berinak II.
- Du dimanche 5 au dimanche 27, **ARBONA** (Maison de la benoîte). Exposition de Jean-Pierre Barreau, Yvon Lambure et Eliane Villeneuve.
- Vendredi 11, à partir

de 7h30, **BIZKAIA**.

Visite de la fondation Kalitatea et de la coopérative Urkaiko en Biscaye organisée par Hemen. Un bus partira à 7h30 de Saint-Jean-Pied-de-Port. Tarif 40€ (35€ pour les adhérents d'Hemen). S'inscrire avant le 7 novembre: 05 59 52 56 02 ou hemen@hemen-herrikoa.org

Salon de l'agriculture paysanne
LURRAMA
La ferme Pays Basque - HALLE D'IRATY -
Animaux
Marché fermier
Animations enfants
Gastronomie
Fête
2011 AZAROAREN 4-5-6
BIARRITZ MIARRITZE

Tous les jours:

- à 10h: défilé des animaux.
- à 14h: tonte des brebis.
- à 14h30: pressage des pommes et dégustation de jus de pomme (Eztigar).
- à 15h: fabrication du fromage.
- à 16h: fabrication du beurre.
- à 17h: traite des vaches et dégustation du lait.

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
Fin de l'action armée d'ETA 4, 9, 10
Les réactions à chaud 10, 11
- CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr